



LE SERVICE PUBLIC territorial
C'EST UN bien PUBLIC

Le 16 Février 2018

CONGÉS BONIFIÉS...

POUR DÉFENDRE LE DROIT

C'EST MAINTENANT !!!

Le beau rassemblement du 10 octobre devant le ministère des Finances à Bercy, était une première étape dans le processus de lutte que proposent la CGT et ses collectifs d'originaires de l'outre-mer pour le respect de l'application du droit à congés bonifiés dans les trois versants de la Fonction publique.



EN 2018, NOUS PASSONS À L'OFFENSIVE

Les déclarations du Président de la République, E. MACRON, sur les congés bonifiés lors de son discours d'ouverture des assises de l'outre-mer en Guyane, ont eu de quoi nous interpellier. OH, rien de nouveau dans des affirmations qui

reprennent des formules déjà usitées. Par contre le mot « réforme » a été une nouvelle fois employé. Et s'agissant d'un droit social, ce n'est sûrement pas pour l'améliorer.

DEPUIS L'AUDIENCE AU MINISTÈRE, QUELLE EST LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À NOS REVENDICATIONS LÉGITIMES ?

Dans les faits, rien de concret. Toujours autant de refus lors des demandes et aucunes avancées par le biais des recours.

A la CGT, nous ne sommes pas dupes de la stratégie mise en place par les employeurs publics pour fragiliser l'édifice du congé bonifié et ainsi pousser des bénéficiaires, éreintés par les embûches, à accepter une éventuelle réduction du droit. En opposant durée du congé bonifié à fréquence de départ vers les DOM et en y mélangeant la cherté du prix des billets d'avion, E. MACRON nous concocte une recette qui n'a rien pour nous mettre en appétit.

La seule réforme que nous voulons, est celle qui mettra fin à cette surenchère dans le refus du droit et par laquelle l'Etat marquera à nouveau son respect et sa reconnaissance envers celles et ceux qui ont contribué au développement, à la force et à la richesse des services publics.



TOUS ENSEMBLE POUR DÉFENDRE NOS DROITS.

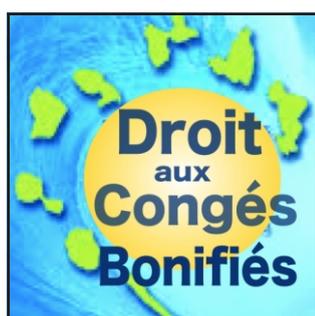
Les annonces récentes du Ministre des Comptes Publics, G. Darmanin, qui veut engager un plan de départ volontaire de fonctionnaires et leur remplacement par des contractuels corroborent les 120.000 suppressions d'emplois promis par le gouvernement à ses supporters : Bruxelles et les marchés financiers.

Avec la CGT, nous devons nous mobiliser pour garder nos emplois et notre statut mais aussi nous rassembler en masse pour défendre le droit à congés bonifiés et imposer nos revendications : un droit, un texte, une application égalitaire sans discrimination ni chantage.



**Alors, plus d'hésitation,
plus de doute, ni de morosité.**

**Chacun d'entre nous
a un potentiel
de mobilisation à mettre
en mouvement afin
d'apporter au gouvernement
une réponse à la hauteur
des enjeux et de toutes
nos revendications !!!**



**EN 2018,
ON NE LÂCHERA RIEN !!!**

**FACE À UNE VÉRITABLE HYPOCRISIE
DE L'ÉTAT ET DES POUVOIRS PUBLICS**

LE 22 MARS 2018 À 10 H

**LA CGT APPELLE LES ORIGINAIRES DE L'OUTRE-MER À SE
RASSEMBLER MASSIVEMENT DEVANT LE MINISTÈRE À BERCY
ET L'APRÈS-MIDI À LA MANIFESTATION NATIONALE**